

# La Petite Tunisie

JOURNAL RÉPUBLICAIN INTRANSIGEANT

RÉDACTION : 6, Rue des Glacières, TUNIS

ADMINISTRATION : 6, Rue des Glacières, 6

## ABONNEMENTS :

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Tunisie, Constantine et Tripolitaine.	10 fr.	6 fr. 50	4 fr.
France et Algérie.	12 »	8 »	5 »
Etran.	15 »	10 »	6 »

Payables d'avance

Rédacteur en Chef : Em. LACROIX

Adresser tout ce qui concerne la Rédaction et l'Administration au Bureau du Journal.

## INSERTIONS :

Publicité de la 1<sup>re</sup> page, 5 fr. la ligne — En échos, 2 fr. la ligne — Chronique locale, 1 fr. 50 la ligne — Faits divers, 1 fr. la ligne — Réclames en 3<sup>e</sup> page, 0 fr. 80 la ligne — Annonces diverses en 4<sup>e</sup> page, 6 fr. 40 la ligne.

Payables d'avance

Adresser lettres et mandats à M. H. BONHOUR administrateur-gérant

## NÉFASTE ANNIVERSAIRE

Tunis, le 24 décembre 1897.

### NÉFASTE ANNIVERSAIRE

Nous aurions voulu ne plus jamais parler de cette odieuse journée du 24 décembre 1896 mais le journal paraissant juste le 24 décembre, exactement à un an de date des arrestations que l'on sait, force nous est de venir un peu, à notre tour, raconter d'une façon impartiale cette page d'histoire qui marquera d'une tâche noire dans la carrière administrative de M. Millet.

A la suite de la mort de Servonnet, tué si misérablement en duel, nous fîmes paraître un supplément pour annoncer l'issue tragique de ce duel. M. Millet qui n'avait pu empêcher la rencontre entre son attaché naval et Maillet était assez sévèrement traité dans l'un des articles du supplément.

Pris de rage, n'y voyant plus, affolé, M. Millet chercha immédiatement le moyen de se débarrasser de la *Petite Tunisie* qui le gênait et de ses rédacteurs — de son rédacteur en chef surtout.

Fouillant une à une les cases de son cerveau, il finit par pousser un retentissant *eureka* à en faire trembler la Maison de France sur sa base.

Qu'avait-il trouvé ?

Rien moins que, par un moyen sûr, pratique, commode et dont l'effet devait être radical, ce qu'il cherchait : la suppression de la *Petite Tunisie* par l'incarcération de ses rédacteurs et de son imprimeur !

Pour être hardi, le coup était assurément hardi mais il pouvait manquer le but rêvé.

Eh bien, on ajouterait à cette mesure, le rétablissement du cautionnement de dix mille piastres, ces piastres bannies de la circulation par S. A. le Bey lui-même, et l'on n'entendrait jamais plus parler de la *Petite Tunisie*.

« Les honnêtes gens pourraient dormir tranquilles... »

Ainsi dit, ainsi arrêté, ainsi fut fait !

M. Millet manda son procureur de la République et probablement sous sa dictée rédigea de sa plus belle main une plainte en bonne et due forme contre le rédacteur en chef, le gérant et l'imprimeur de la *Petite Tunisie* pour... attentat contre les droits et les pouvoirs de la République Française en Tunisie !

Comme si jamais à la *Petite Tunisie* on avait voulu attenter à quoi que ce soit, même aux

pouvoirs de la République Française !

Il y avait pourtant un cheveu ou plutôt deux cheveux dans la plainte du ministre Millet. C'est que l'article contenant le passage incriminé n'était pas signé et partant, le rédacteur en chef — qui du reste n'en était pas l'auteur — ne pouvait être pris et poursuivi et le second c'est que la loi sur la presse, même en Tunisie — bien qu'on ait voulu soutenir le contraire — ne prévoyait pas l'arrestation préventive pour délit de presse.

Mais qu'est-ce cela pouvait faire et lorsqu'on est lancé dans le chemin de l'arbitraire et de l'injustice, la liberté de trois citoyens français compte-t-elle pour quelque chose en Tunisie ?

La force n'a-t-elle pas toujours primé le droit ?

Pour couvrir le juge d'instruction qui allait se permettre de commettre pareil attentat à la liberté, une simple petite lettre avec l'estampille de la Résidence et tout serait dit par là, il pourrait marcher et ordonner l'incarcération préventive.

Les choses étant ainsi parfaitement arrêtées, sur le coup de trois heures, le commissaire central reçut les instructions les plus secrètes d'avoir à s'emparer de trois dangereux malfaiteurs, de s'assurer de leurs papiers — surtout de certain journal de Servonnet — tant au bureaux de la *Petite Tunisie* qu'à leurs domiciles respectifs et de les amener sous bonne escorte au palais de justice où le juge d'instruction siégerait en permanence et, coupables ou non, leur fournirait gîte gratis à... l'hôtel de la rue de l'Eglise.

Trois nattes et des douches étaient préparées pour refroidir le zèle intempestif qu'ils déployaient dans la défense des petits, des faibles et des opprimés, une bien mauvaise cause aux yeux des jouisseurs, des repus et des gavés.

Ce fut un des plus beaux jours de la vie de Robert.

La patrie était en danger, il était appelé à la sauver !

Immédiatement, appelant toute son armée de mouchards, il leur ordonna de se munir de revolvers bien chargés et leur confia la haute mission qu'ils avaient à accomplir de concert avec lui et ce que le Résident attendait d'eux.

Mais comme les gaillards pouvaient prendre la tangente par une fuite aussi spontanée que prudente, il en dépêcha une vingtaine aux portes de la ville,

soixante autres devaient l'accompagner, s'embusquer dans tous les couloirs des maisons de la rue Es-Sadikia et faire irruption lorsque les criminels seraient réunis dans leurs bureaux.

Le coup réussit à merveille aussi en a-t-on récompensé cet admirable central en lui donnant le nichan et... en l'envoyant paître ailleurs.

Mais devant le juge d'instruction le rédacteur en chef eut beau protester de son innocence, affirmer qu'il n'était pas l'auteur de l'article incriminé, que pouvait y faire l'honorable M. Froppo, nous le demandons sincèrement, n'avait-il pas une lettre qu'il parcourait à tout instant pour savoir s'il devait décerner le mandat de dépôt, même contre un innocent et qui le couvrait ?

Ne fallait-il pas se débarrasser à tout prix de cet empêchement de danser en rond, de ce trouble fête ?

La charrette passa devant le tribunal et là, sans défenseur pour proclamer hautement son innocence, sans personne pour réfuter le tissu d'inventions débitées par le procureur de la République, le tribunal lui octroya généreusement la part du lion : un an de prison.

Réduite à six mois devant la Cour malgré l'énorme pression faite sur les magistrats par l'ex-ministre Darlan, le rédacteur en chef de la *Petite Tunisie* a accompli jour par jour sa peine, grâce à la sollicitude du Résident général qui, malgré des demandes de grâce présentées par plusieurs députés, amis du prisonnier, et même par le président du Sénat, l'honorable M. Loubet, a toujours opposé son veto et a pu, avec l'aide de son chef M. Hanotaux, contrebalancer l'autorité des parlementaires qui s'étaient portés garants des sentiments pacifiques et républicains de la victime de M. Millet.

Cette victime n'est pas encore tout à fait par terre.

Em. LACROIX.

On nous signale un abus qui doit être réprimé, ou dont Monsieur le Procureur de la République doit empêcher la continuation.

Les huissiers ne signifient plus des actes de leur ministère devant contenir la constitution d'un avocat-défenseur que du contentement de ce dernier.

Or, celui-ci pourra d'un large appétit exiger une provision pour que cette signification — qui n'est pas de son ressort — puisse être faite.

Cette façon de procéder est contraire à la Loi. Elle empêche le justiciable, déjà épuisé par les frais de timbre et d'enregistrement, d'exercer un droit.

En effet, pourquoi l'oblige-t-on à payer 20 ou 25 francs le coût d'un acte qui ne vaut que 3 ou 4 francs ?

En France, en Algérie et dans les autres colonies, rien de pareil ne se produit.

On va chez un huissier pour faire signifier un ajournement devant le tribunal civil, un acte d'appel, une opposition à commandement, l'huissier n'a pas le droit

de demander une somme supérieure — et il ne la demande pas — à celle établie par le tarif. Il ne demande pas non plus de lui rapporter l'autorisation de l'avoué ou de l'avocat-défenseur sur qui doit être désigné pour la validité de l'acte.

On n'oblige pas le justiciable à aller chez l'avocat-défenseur chercher une autorisation de signifier.

On n'oblige pas davantage le justiciable à faire rédiger son acte par l'avocat-défenseur pour permettre à celui-ci de percevoir une provision à laquelle il n'a aucun droit.

Les avocats-défenseurs ne sont que déjà trop favorisés. On ne voit pas bien, pour quoi on leur laisserait percevoir de nouveaux émoluments en dehors de ceux que la loi leur accorde.

Ces avocats-défenseurs, nommés provisoirement, ne doivent pas être trop envahissants.

Il conviendrait de leur rappeler que leur institution est essentiellement temporaire et transitoire et qu'ils doivent au public qui les paye, en même temps que leur ministère, des égards et de la déférence.

Nous espérons que nous n'aurons pas à désigner personne et que cet article suffira pour faire rentrer ces Messieurs dans le devoir.

### La liberté... à Tunis

Vendredi dernier un Monsieur est venu à Tunis — le malheureux — pour y faire quelques projections lumineuses, pour y faire entendre les airs enregistrés dans un phonographe, etc... Il a donné une première séance ce soir-là au grand café de Paris puis une seconde, le lendemain samedi.

Il va de soi que ces droits ont été payés à la municipalité, car dans ce pays il faut une autorisation pour donner une séance, une audition quelconque dans un café... Dimanche soir un brigadier de police est allé informer le propriétaire de l'établissement que si on faisait une quête ou si l'on faisait une tombola, il dresserait procès-verbal.

Ainsi voilà une soirée manquée.

Des affiches avaient été apposées.

Le public s'était dérangé pour voir et pour entendre quelque chose d'égayant, de récréatif, d'amusant.

La soirée avait été payée à la municipalité.

Et, de par les arrêtés résidentiels, la soirée n'a pas eu lieu. Doux Résident.

Car l'artiste qui est venu pour donner une soirée ne faisant pas payer d'entrée se rémunérât de ses dépenses et de son travail par le bénéfice d'une loterie comprenant quelques lots.

Cet homme emportera certainement une bonne impression de la Tunisie et de son illustre Résident.

Il pourra une fois en France ou en Algérie, pousser un soupir de satisfaction en s'écriant : « Enfin, je suis sur une terre libre ! »

Il pourra dire à ses collègues, à ses compatriotes : « N'allez pas à Tunis, on y meurt de faim. Ce n'est pas un pays habitable. C'est une colonie de peuplement... de fonctionnaires ».

Mais quand donc nous débarrassera-t-on du potentat qui ruine la Tunisie ?

On parlait, pour lui, d'une ambassade au Vatican ; qu'on la lui donne et que ce cauchemar disparaisse !

Nous ne comprenons pas pourquoi on a attaché à la Tunisie qui ne le mérite pas un homme pareil qui supprime le droit, efface la loi, les principes, la raison, la logique, pour remplacer tout cela par son bon plaisir.

« Périssent les colonies plutôt qu'un principe », disait un conventionnel.

« Périssent la Tunisie plutôt que mon autorité », dit le Résident.

A un siècle de distance, le progrès a reculé sous l'impulsion de M. Millet. Il recule toujours.

Ayons confiance, cependant ; adressons nos plaintes au Gouvernement central. Peut-être pourrons nous dire comme d'Alembert « La raison finira par avoir raison. »

Est-il vrai qu'un Français ayant occupé une certaine situation dans la basoche et qui se trouve dans une misère noire ait adressé à la Résidence une demande de secours immédiate, il y a 15 jours ?

Est-il vrai aussi, qu'à l'heure actuelle il n'a même pas reçu un bon de pain ?

### NOS ECHOS ET NOUVELLES

Une bien curieuse histoire nous est contée.

Le héros serait un avocat du barreau de Tunis.

Cet avocat aurait été chargé des intérêts d'une dame qui devait certaines sommes à un entrepreneur, non encore payé, des constructions faites pour elle.

Cette dame a un créancier en première hypothèque.

Elle trouva à emprunter une certaine somme... en deuxième hypothèque.

Ce second créancier comprenant que son privilège n'était pas bien assis par suite de la créance de l'entrepreneur résolut de payer celui-ci en l'acquit de Madame X. sa créance se trouvant, par suite, augmentée d'autant. A cet effet il envoya 5000 francs à l'avocat qui, en vertu de cet axiome : que charité bien ordonnée doit commencer par soi-même, s'appropriant la somme ; mais il fallait éteindre les revendications de l'entrepreneur. Notre avocat eut le... talent de faire signer des billets à sa cliente pour payer l'entrepreneur.

Quand aux 5000 francs, ils sont toujours dans la caisse de l'avocat et ils n'en sortiront pas de sitôt.

On essaye d'arranger l'affaire.

Par ordre de M. Millet, à partir du 1<sup>er</sup> Janvier, les chefs de service ne pourront plus recevoir le public que deux fois par semaine : le lundi et le jeudi après-midi.

C'est encore trop, le public ne devrait même plus être admis à voir nos chefs de service.

Si M. le Résident Général voulait nous en croire il supprimerait encore ces deux jours de réception. Le public applaudirait certainement à cette excellente mesure dont le besoin se faisait vivement sentir.

M. Gréterin, directeur des douanes à Tunis, est nommé receveur particulier des finances à Gourdon (L. t.).

Voilà un... avancement bien mérité qui remplira d'aise le personnel des douanes.

Mais que penser de M. Hanotaux qui, à la veille de l'application des nouveaux tarifs douaniers, va chercher un article d'importation indo-chinoise, en la personne du nouveau promu M. Planke ? Celui-ci serait-il nommé à ce poste pour sauter dans une recette générale ?

On pourra dire désormais que, de même que le journal le *Siècle* est l'anti-chambre des préfets ; le *Journal des Débats*, celle des diplomates, la direction des douanes tunisiennes est l'antichambre des recettes particulières ou générales des finances, comme la Petite Tunisie l'est de l'hôtel des... *Zharicots*.

Réjouissons-nous, car nous l'avons échappé belle !

Dans un moment d'égarement, le Résident, toujours clairvoyant, et perspicace a failli aller cueillir dans les bureaux de rédaction d'un de nos confrères, le personnage désigné pour remplacer M. Cambiaggio à la municipalité.

Voit-on d'ici, un journaliste appelé à présider aux destinées d'une ville comme Tunis ?

C'est été tordant.

Les affaires du Panama mettent en évidence deux personnalités connues des tunisiens.

Plateau, ancien député de la Haute-Vienne, fit partie de la fameuse caravane parlementaire de 1887.



# ABSINTHE SUPERIEURE PREMIER FILS

**E. BOSSY**  
Agent Général pour la Tunisie  
Entrepôt : 13, rue de Danemark, Tunis

Il formait un quatuor avec ses compagnons inséparables : Michel, ancien député de Carpentras; Hude, ancien député de Paris, dont le général Boulanger recueillit l'héritage politique, et Camélinat, également député de Paris, ancien membre de la Commune, délégué à la monnaie. Deux d'entre eux, furent pendant leur court séjour parmi nous les hôtes du café Eliaou.

Laisant, ancien capitaine du génie, docteur es-sciences, grand ami de Rossel, ancien ministre de la guerre de la Commune, nous honora de sa visite en janvier 1888. L'ancienne salle du café du New-Yorck où il fut convié à un punch d'honneur par une fraction importante de la colonie française, retentit encore des échos de son éloquence, qu'on disait tranchante comme le couperet de la guillotine.

Nous savons de source certaine que le projet de la caisse des retraites des fonctionnaires tunisiens est revenu du ministère des affaires étrangères avec de sérieuses et importantes modifications qui entrent pour longtemps le rêve caressé par nos fonctionnaires et cependant promis formellement lors des élections du 3<sup>e</sup> collège.

L'arrivée du gendre à papa a coïncidé avec de nombreuses mutations dans le personnel enseignant. Bons débuts.

Depuis la nomination de M. Chénel comme administrateur de l'hôpital civil, l'emploi de chef des bureaux des Communes est devenu vacant. Parions que l'administration supérieure ira chercher le titulaire à Paris, au lieu de jeter ses vues sur un ancien agent du gouvernement ayant donné des gages de dévouement et d'aptitudes pour remplir pareil emploi.

Nous voilà bien avancés. Si le commerce meurt, si les faillites succèdent aux liquidations judiciaires; en revanche les arts fleurissent sous le règne de M. Chénel. Un second prix du conservatoire vient de succéder au regrettable Chabert. Allons, mes-sieurs, accordez les violons!

Au train où vont les choses, la Tunisie deviendra bientôt une pépinière de contrôleurs, contrôleurs-adjoints etc. On pourrait créer un mouvement d'exportation pour les colonies à court de fonctionnaires.

Nos renseignements particuliers nous permettent d'annoncer qu'au plus tôt toute question de traité élucidée avec les nations contractantes, la Tunisie passera au ministère des Colonies.

En parlant des gens malintentionnés qui ont fait courir le bruit que la bière servie par la Brasserie Bouchard n'était pas de la Grande Maxeville mais tout bonnement de la bière Velten, nous n'avons en aucune façon voulu déprécier la bière Velten qui est la seule admise par la marine, les hôpitaux militaires, et dont la réputation n'est plus à faire mais nous avons voulu faire ressortir que la Brasserie Bouchard importait une bière jusqu'alors inconnue en Tunisie tandis que la bière Velten est fort connue et appréciée par ses amateurs qui sont légion.

On annonce pour mardi prochain la réapparition de l'Echo Tunisien.

Certains journaux locaux, nous annoncent pompeusement, la création d'un Comité d'hivernage et donnent des noms très connus des personnes placées à la tête du dit comité. Quelle plaisanterie que cette tentative! Certes, nous ne nous y opposons pas; nous trouvons même que les touristes auraient dû être attirés ici depuis longtemps par des attractions multiples et des distractions louables nouvelles. Mais il en sera de ce projet comme de tous les autres qui portent l'ampoule résidentielle. Il n'aboutira pas. C'est un projet destiné à faire illusion. Comment veut-on que les touristes, les voyageurs, les étrangers viennent en Tunisie? Ils n'auront ici aucune des libertés, des habitudes, des commodités auxquelles ils sont habitués dans des pays mieux administrés.

Les cures ferment à minuit — par arrêté Résidentiel. Ici, les concerts ne peuvent être que des beuglants puis qu'on interdit — par arrêté — de faire des queues dans le public pour couvrir les frais du spectacle. Ici, le jeu qui pour beaucoup est un passe-temps, une récréation, est interdit par la loi.

Ici, les dames sont proscrites par la pudibonderie du Résident qui leur a interdit de servir dans les cafés.

Où donc le voyageur trouvera-t-il à se distraire?

Il n'y a, pour ainsi dire ni théâtre, ni casino, ni fêtes, en un mot Tunis n'est pas habitable pour les personnes qui ont le goût de la liberté, de la dépense et du plaisir.

Que viendraient faire ici les habitués de la côte d'Azur, de Nice, d'Alger et autres lieux où l'on s'amuse?

Ici, c'est la ville où l'on s'ennuie. Il faudrait pour faire quelque chose d'utile, d'agréable, à Tunis, un Résident moins autoritaire, moins imbu de son prestige.

On dirait que le gouvernement central a pris à tâche de ruiner ce pays en y maintenant un fonctionnaire qui n'a pour règle que ses caprices et ses fantaisies et combien ruineuses!

La Tunisie n'a rien fait pour mériter un Résident de cette trempe.

## LES PETITS TRAITEMENTS

Voilà bien longtemps que Monsieur le Résident Général a promis de s'occuper de la surélévation des salaires des petits employés des services publics.

Cette promesse, comme tant d'autres, est restée dans les limbes.

M. le Résident Général a la promesse facile, mais il ne la tient pas souvent.

La question est cependant grave. Elle demande à être tranchée rapidement.

Les petits employés sont accablés aux pires nécessités pour faire face aux exigences de la vie, avec des appointements pour la plupart dérisoires.

Ces employés ne vivent qu'avec peine. Ils sont astreints à se priver de tout. Ils ne doivent pas songer à se marier puisqu'ils ne peuvent subvenir eux-mêmes à leurs besoins si restreints qu'ils soient.

La solution de cette question, toute de justice et d'humanité, est intimement liée à la prospérité de la Tunisie.

En effet, ces employés recevant des salaires minimes, manifestement insuffisants pour vivre, ne peuvent faire aucune dépense autre que celle — strictement limitée — du boire et du manger.

Nous connaissons des employés à 80 fr. par mois qui doivent se suffire avec cela.

Nous avons connu un brave garçon, qui, quoique étant bachelier, est resté employé, pendant deux ans, au marché, aux appointements de 60 francs par mois.

Cet homme héroïque a fait face aux événements, mais il est tombé malade, gravement malade, des suites d'une alimentation insuffisante.

Arrivé aux dernières limites de l'ennemie, il a été hospitalisé au Belvédère d'où un de ses compatriotes, homme de bien et de dévouement, l'a fait sortir pour le conduire en France, auprès de sa famille.

Cet exemple n'est pas le seul. Les employés qui souffrent de la misère et de la faim sont légion. Ils ne peuvent se plaindre car ils seraient considérés comme des faibles.

Toutes les faveurs, les sinécures sont réservées à des favoris pourvus déjà, par la plupart, de grosses prébendes, de retraites largement suffisantes pour vivre à l'aise.

Nous sommes dans le pays des abus, du bon plaisir, de la fantaisie.

Il n'y a ni règle, ni services rendus, ni hiérarchie.

Tout dépend d'un seul homme qui peut à son gré créer des emplois, en supprimer, augmenter ou diminuer les salaires.

Cette absence de contrôle est grosse de périls pour les agents des diverses administrations qui ne sont jamais sûrs du lendemain, qui n'ont même pas droit à l'hôpital, en cas de maladie (on l'a vu par la mort d'Amédée Beck) et qui, quelque soit le temps de service par eux accompli, n'ont droit à aucune retraite.

Nous voilà à la fin de l'année. Ce serait le moment d'accomplir une juste réforme, de faire une bonne action en augmentant les traitements de tous les petits employés.

Et qu'on ne nous parle pas du budget. Il se prête à toutes les exigences. Il n'y a qu'à donner un peu moins à ceux qui n'ont pas besoin pour donner aux petits qui souffrent.

Allons, un bon mouvement.

On ne demande pas une aumône, mais une répartition plus équitable des fonds publics.

Quelques personnes nous ont demandé pourquoi nous n'avions pas fait paraître d'article à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Servonnat.

La raison en est bien simple. Nous avons été prié par M. le Consul de France Tachon, qui est venu dans nos bureaux faire cette démarche, d'être assez aimable de ne pas publier d'article virulent à l'occasion de l'anniversaire de cette mort — qu'on avait tout fait oublié en haut lieu — parce qu'il y avait précisément ce jour-là, au palais des sociétés françaises, un grand bal d'inauguration du dit palais.

Notre article aurait pu troubler la fête et partant être préjudiciable aux intérêts du commerce.

Bien que n'ayant pas à nous louer des agissements d'un haut lieu et comme on avait fait vibrer les intérêts du commerce d'aut nous avons pris à tâche la défense, nous nous sommes emparés de l'acquiescement de M. le Consul de France.

Et voilà pourquoi l'article que nous nous proposons de faire paraître n'a pas été publié.

## Un Huissier s. v. p.

Dans quel singulier pays vivons-nous donc?

Il semble qu'on soit loin, bien loin de la France et des Français.

Cependant, nous les coudoyons, nous les fréquentons les Français de Tunis. Nous voyons flotter sur les édifices publics le drapeau de la France. Mais tout cela ne sent pas la France, on voit que nous ne sommes pas ici chez nous. C'est toujours S. A. le Bey qui possède la Tunisie; c'est toujours Elle qui dirige et gouverne.

Le Résident Général n'est que son ministre. Il contre-signe les décrets du Bey qui, ainsi, sont exécutoires. Il y a deux gouvernements en présence. Chacun a son personnel distinct de race et de religion. Aucun ne veut céder à l'autre. De là l'hostilité, la haine, le ressentiment, la guerre sourde, latente dans ces personnels ennemis. C'est à ces causes, sans doute, qu'il faut attribuer l'indifférence, disons mieux, le mépris de la loi qui passe à l'état de règle en ce pays.

Nous avons vu que M. d'Ortès n'avait pu trouver, à Tunis, un huissier pour signifier à un Monsieur quelconque un acte extra-judiciaire tendant à obtenir la reddition d'un compte de mandat.

En France, si pareil fait s'était passé, le Parquet eût envoyé immédiatement une injonction à l'huissier coupable de révocation, pour avoir refusé son ministère.

Ici, rien de pareil. Le Parquet ne bouge pas. Il fait une enquête qu'on ne lui demande pas.

Le Garde des Sceaux — depuis démissionnaire — avisé par deux lettres et deux dépêches a prescrit lui aussi, paraît-il, une enquête contre le mandataire.

Mais cela ne les regarde ni l'un ni l'autre, M. le Garde des Sceaux et M. le Procureur de la République.

Ils n'avaient s'immiscer en rien ni pour rien dans la façon dont M. d'Ortès entend conduire son procès. Il juge qu'une interpellation à son mandataire, par voie d'huissier, lui sera profitable. Qu'on la lui laisse faire. Plus tard le tribunal, s'il y a lieu, appréciera.

Ce qu'il importe de faire ressortir c'est que, pour ailleurs qu'en Tunisie l'huissier doit son ministère à qui le lui demande contre paiement des émoluments inhérents à l'acte pour lequel il est requis.

Ici, il n'en est pas de même. Le relâchement des lois est tellement grand que les magistrats les plus haut placés ne s'émouvent pas sur la dénonciation de tels abus.

Bien au contraire, ils les sanctionnent en ne sévissant pas et en aiguillant sur une autre voie que celle choisie et préférée par M. d'Ortès.

Et ce qu'il y a de curieux, c'est qu'il n'existe au profit de la partie lésée, aucun moyen de coercition.

Quel tribunal saisir? Pas moyen d'assigner.

M. Bonnier-Ortolan doit être fier de sa puissance.

Il est hors la loi.

L'Etat peut être assigné, le trésor public, les ministres, et jusqu'au 6 septembre 1870, l'Empereur Napoléon pouvait l'être, en la personne du Ministre de sa Maison.

Mais les huissiers, à Tunis, ont ordre de ne pas instrumenter contre M. Bonnier-Ortolan qui se trouve ainsi à l'abri des procès.

Quand nous vous disons que nous vivons dans un singulier pays où la caractéristique est le mépris des lois!

Un... journaliste tout à fait dans le train, qui habite Tunis naturellement, reçoit il y a quelque 6 mois la visite d'un arabe qui lui dit : « Je te sais in-fluent; si tu veux l'occuper de moi pour « me faire nommer Caid je te prouverai « ma reconnaissance. »

Le journaliste fin de siècle répondit : « Tu ne te trompaspas, je suis, en effet, « très influent et je puis te faire nom- « mer à l'emploi que tu veux; mais « prouve moi ta reconnaissance de « suite et je me mets en campagne en « ta faveur. »

Sar quoi l'indigène répondit : « Mais « si je paye tes services avant que tu « aies obtenu mon caïdat que devieudra « mon argent si tu n'obtiens rien? »

Le Publiciste « je te le rendrai, parole « d'honneur... »

Où l'honneur va-t-il se nicher?

Le postulant remit 2000 francs, en espèces, au quémendeur de la presse.

Depuis l'arabe n'a vu ni sa nomination ni son argent.

N'est-ce pas que ces façons d'agir sont tout à fait régnées?

Nous conseillons à l'indigène de prier le diable de porter plainte.

Le Parquet ne lui fera certainement pas obtenir sa nomination mais il pourra lui faire rendre son argent.

## CHRONIQUE LOCALE ET RÉGIONALE

### Respect à la loi

Une somme de 3.000 francs a été versée par M. le marquis de C. à M. X. avocat-défenseur, pour le compte de M. P.

Cette somme a été frappée de nombreuses saisies-arrests par des créanciers de ce dernier.

Nous nous demandons pourquoi cette somme n'a pas été déposée à la caisse des consignations ainsi que le prescrit une loi de 1816.

Versés à la dite caisse ces 3.000 fr. produiraient des intérêts à 3 % qui s'ajouteraient au capital à distribuer.

Dans les mains d'un tiers ces 3.000 ne produisent qu'au profit de celui qui les détient ce qui est une illégalité et une injustice.

Déposée à la caisse cette somme fera l'objet d'une distribution judiciaire ce qui permettra au magistrat qui en sera chargé de vérifier les créances contradictoirement avec la partie saisie et les créanciers.

C'est là une garantie qui ne doit pas être négligée et qui assure la sincérité de la répartition faite en présence de tous les intéressés.

### Une paire d'amis

M. de Carnières fait chorus en ce moment avec la Dépêche contre M. Poulbon.

Qui l'eût cru de M. de Carnières?

### Elections diverses

La date du 23 janvier vient d'être arrêtée, en haut lieu, pour le renouvellement des Chambres de Commerce et d'Agriculture, mixtes du Centre et du Sud.

### Adjudication fantaisiste

Il nous revient que les choses ne se seraient pas passées d'une façon très correcte pour les fournitures de l'hôpital.

Nous nous livrons en ce moment à une enquête et nous dévoilerons les dessous de cette adjudication fantaisiste.

### LE CABINET DE M. ODDO, chirurgien-dentiste de S. A. le Bey, est transféré, rue des Années, 22.

### Candidats en perspective

D'ores et déjà plusieurs noms de candidats à la Chambre de Commerce sont mis en avant. On cite notamment MM. Dumergue, Coste, Delarue, Poirson, Hackenberger, Martinier, Mailard, Guérin et Proust.

### DEMANDEZ PARTOUT LE BOCK ORBEC Boisson hygiénique

### Les Procès Catania-Croix Verte

Le procès en diffamation intenté par M. Catania, ex-président de la Croix-Verte à certains membres de celle-ci est venu samedi devant le tribunal correctionnel.

Sur la demande des parties il a été renvoyé au 29 janvier prochain.

D'un autre côté M. le juge de paix, dans le règlement de compte demandé par la Croix-Verte à son ancien président, a nommé M. Henry, arbitre de commerce, comme expert.

### A l'Horloge d'Or

Depuis quelque temps, il manquait quelque chose à notre avenue de France.

Le public avait beau chercher des yeux, il ne trouvait pas. Lorsque hier, les regards furent attirés par le miroitement et les dorures de l'horloge de M. Ladislav.

En vue des fêtes, ce sympathique bijou avait remis à neuf son magasin et fait venir tout ce que l'on peut imaginer de coquet et de mignon en fait de bijouterie, horlogerie, dessus de cheminées, flambeaux, statuettes et pendules de salle à manger style Louis XV en or et argent, bijouterie arabe or et argent en un mot de quoi satisfaire les bourses les plus modestes.

On trouve aussi les véritables montres Roskopp dont la réputation est universelle et qu'on a essayé et qu'on essaye encore de contrefaire sans y parvenir.

### ABSINTHE BERGER, verte et blanche, la seule sans rivale.

Où l'on en boit, ou l'on ne boit rien! Agents généraux et dépositaires : MM. FION Frères, à Tunis : 12, rue Es-Sadikia; à Sfax : rue Gambetta.

???

Plusieurs de nos amis nous demandent en quel salon mondain de Tunis a eu lieu le dialogue suivant que les as-

sidus du mystérieux salon n'ont pu garder au secret et que toutes les personnes haut placées discutent en ce moment :

Une jeune mondaine Mme E. « Voulez-vous me laisser tranquille, Monsieur, ou j'en parlerai à mon mari... »

Un Monsieur. « Je ne cesserai que lorsque j'aurai, Madame, la promesse de votre visite. »

Depuis une heure que vous me la sollicitez, Monsieur mais où vous plait-il que je me rende ?

« A la Ville de Londres, 1, rue Al-Djazira. Hautes-Nouveautés. »

Nous avons reçu une intéressante lettre sur la défectuosité des travaux de la ligne Sousse-Kairouan que l'abondance des matières nous oblige à renvoyer au prochain numéro.

## Spectacles et Concerts

### Au Théâtre libre

Ce soir la troupe de M. Charletty\* donne en représentation à la salle Donohet, la Râleuse, de MM. de Chirac et René Racot, et leurs Filles de P. Wolf.

Quoique d'un réalisme qui épouvante, et peut-être à cause même de cela, la Râleuse est d'une saine moralité et de nature à produire sur les esprits une salutaire influence.

Si l'est parfois des situations scabreuses, et pour les dépendre des mots d'une extrême cruauté, ils sont amenés de telle façon que les plus délicats les peuvent entendre sans être scandalisés.

Ce qui domine d'ailleurs dans cette pièce réaliste, c'est la morale qui s'en dégage avec une brutalité... réelle!

Les auteurs n'ont point amassé, entassé, une série de mots orduriers ou de situations suggestives, pour le plaisir de mettre sous les yeux du public, ou lui faire entendre, des saletés ou des tirades pornographiques.

MM. de Chirac et René Racot ont, au contraire, fait tout ce qu'il fallait pour rendre odieux aux plus indulgents le « mec » affreux qui, tel un oiseau de proie, vit de la chair des malheureuses filles.

Les auteurs y montrent aussi combien il en coûte aux pauvresses qui, après la chute veulent se réhabiliter aux yeux du monde. Et lorsque, au dernier acte, la Râleuse, qui a tout fait pour redevenir une honnête femme, voit toutes ses espérances se briser, tous ses efforts se heurter contre les préjugés d'une société injuste, qui sait humilier mais qui est incapable de pardonner et d'oublier, lors qu'à ce moment, folle de douleur, elle tombe en poussant ce cri de désespoir : « Ah! que les hommes sont lâches! » le public est certainement de son avis.

Il ne convient pas ici de faire une analyse de la pièce, car nous ne voulons en rien enlever à nos lecteurs le charme de l'imprévu et nous espérons que la Râleuse, suffira pour qu'ils sachent que cela peut et doit être vu.

### Folies-Bergère

Tous les soirs à 8 h. 1/2 — Concert — Spectacle — Attractions.

Les Samedis et Dimanches, grande matinée à 3 heures.

## Compagnie du Gaz

### Régie co-intéressée DES EAUX DE TUNIS

Société anonyme. Capital : 3.000.000 de fr.

### Avis aux actionnaires

MM. les actionnaires sont informés qu'un acompte sur l'exercice 1897 de francs 10 nets sera payé à partir du 3 janvier 1898, contre remise du coupon n° 24.

### Avis aux obligataires

MM. les porteurs d'obligations 4 0/0 (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> séries) sont informés que le coupon au 1<sup>er</sup> janvier 1898 sera payé à partir du 3 janvier 1898, en francs 10 nets, contre remise du coupon n° 13 pour la 1<sup>re</sup> série, et de celui n° 11 pour la 2<sup>e</sup> série.

1<sup>re</sup> Tranche — Obligations 4 0/0 (1<sup>re</sup> série) remboursables à 500 francs.

Titres sortis : 177, 291, 321, 469, 805, 939.

2<sup>e</sup> Tranche — Obligations 4 0/0 (2<sup>e</sup> série) remboursables à 500 francs.

Titres sortis : 1.021, 1.181, 1.431, 1.489, 1.697, 1.745, 1.824, 2.173, 2.374, 2.530, 2.637, 3.177, 3.214, 3.215, 3.418, 3.493, 3.533, 3.884.

Nota. — La présence des coupons et le remboursement des obligations se feront, à Tunis, à la Banque de Tunisie, et à Paris, chez MM. S. Propper et Co, rue de la Michodière, 8.

Le Conseil d'Administration.

## CHAPELLERIE A L'HÉRISSE

Rue d'Italie et Passage du Bénévent

La maison a l'honneur de prévenir sa nombreuse clientèle.

Qu'elle vienne de recevoir un assortiment considérable de chapeaux dernière mode en toutes genres. Chapeaux, cravates, faux-cols, gants, cols pour dolmans, etc., etc.

Expédition dans toute la Tunisie

PRIX MODÉRÉS

## CABINET DE CONSULTATIONS juridiques

Charles Maréchal

55, rue Al-Djazira, 55 — TUNIS

Direction de toutes procédures. — Représentation en justice. — Rédaction de conclusions. — Recouvrements, etc.

TUNIS — Imprimerie du Commerce — TUNIS

Le Gérant : H. BONHOUR

# SALON MARSEILLAIS -- CHAPELLERIE MODERNE

teils que : chemises, mouchoirs, chapeaux, chaussures sur mesure faites par le maître cordonnier Tabouna. — Parfumerie, choix considérables de gilets de laine, cravates en tous genres. Tous les mois, articles nouveaux en cravates et autres articles de fantaisie. Chaussures, tricotés, caleçons, gants, foulards, parapluies, cannes, chaussures sur mesure pour dames. Prix défiant toute concurrence. Facilité de paiements, notamment pour les employés d'administration. — Tout achat atteignant 15 fr. payés comptant donne droit à 8 tickets pour la barbe.

EXPÉDITION DANS L'INTÉRIEUR FRANCO DE PORT POUR LES ACHATS AU-DESSUS DE 15 FRANCS



# ETABLISSEMENTS OROSDI-BACK

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 10 MILLIONS DE FRANCS

Rue Es-Sadikia et rue d'Allemagne. -- TUNIS. -- Rue Es-Sadikia et rue d'Allemagne

Siège social : PARIS, 9, Cité d'Hauteville

## A L'OCCASION DES FÊTES DE NOEL ET DU JOUR DE L'AN EXPOSITION ET GRANDE MISE EN VENTE D'ARTICLES POUR ÉTRENNES

*Jouets, Tabletterie, Objets d'art et de fantaisie,*

*Petits meubles, Bijouterie, Orfèvrerie, Maroquinerie, Articles de fumeurs, etc.*

PRIX DÉFIANT TOUTE CONCURRENCE ÉTRENNES UTILES A TOUS LES COMPTOIRS PRIX DÉFIANT TOUTE CONCURRENCE

**CACAO DEVINCK**

**FABRIQUÉ MÉCANIQUEMENT**  
PAR UN NOUVEAU PROCÉDÉ PERSONNEL A LA MAISON DEVINCK  
permettant de ne pas recourir, pour le débourrage  
A L'EMPLOI DE PRODUITS CHIMIQUES

### Grand Bazar de la Porte de France

J. MATITIA

TUNIS -- 15, Avenue de France, 15 -- TUNIS

**GRANDE SPÉCIALITÉ D'ARTICLES A 13 SOUS**  
Pendant tout le mois de Décembre

**GRANDE**

**MISE EN VENTE DE JOUETS & ARTICLES D'ÉTRENNES**  
à des prix défiant toute concurrence,

ALLONS TOUS AU GRAND BAZAR DE LA PORTE DE FRANCE  
TUNIS. -- 15, avenue de France, 15 -- TUNIS.

### CAFÉ-RESTAURANT

**AMÉRICAIN**

TUNIS. -- Rue de Bône. -- TUNIS

Ouvert toute la nuit

Restaurant à prix fixe et spécialité de repas sur commande

**Plat du Jour**

LIQUEURS, DES PREMIÈRES MARQUES

**BIÈRE DE LA LOIRE**

On prend des pensionnaires

**Iténé Belarue**

14, Rue d'Espagne, 14

TUNIS

Vins de France et de Tunisie

Rhum Sainte Lucie

Eau-de-vie fines de marc et de vin

**RAYMOND VALENSI**

Ingénieur-Architecte

22, -- Rue de Russie. -- 22.

Immeubles de rentes -- Construction industrielle et rurale -- Arrosage -- Distribution d'eau, etc., etc.

Plans, Projets, affaires à forfait

### TUNIS-HOTEL

12, rue d'Italie, 12

Em. GIRAUD, propriétaire

GRAND RESTAURANT DE 1<sup>er</sup> ORDRE

service à la carte et à prix fixe

**Salons pour Familles**

Spécialité de Conserve de Gibiers et de Fruits

**MÉDAILLE OR ET ARGENT**

### AU CHAPEAU MODÈLE

13, rue d'Allemagne, TUNIS

Madame Boyer a l'honneur de prévenir ses clientes et le public, qu'à l'occasion des fêtes de Noël et du jour de l'An elle vient de recevoir un grand assortiment de chapeaux, dernière création, des premières maisons de Paris qu'elle livrera à des prix défiant toute concurrence.

**G<sup>de</sup> Pâtisserie-Confiserie**

**A. BOURRELY**

24, Avenue de France, 24. -- TUNIS

la plus ancienne Maison Française de Tunis.

**Spécialités de Dattes Farcies**

Marrons glacés, petits fours, pièces montées, glaces, sorbets, pâtisserie fines pour mariages, baptêmes, noces, bals, etc.

**COLIS POSTAUX**

### HYGIÈNE DE LA BOUCHE

Aucun produit de parfumerie ne peut être comparé au **Coaltar saponiné Le Beuf** pour assainir la bouche en tuant les microbes que s'y développent, « purifier l'haleine et raffermir les dents déchaussées ». Il possède en outre l'avantage d'une innocuité absolue, condition nécessaire pour un produit d'un usage journalier.

Le flacon 2 francs; les 6 flacons, 10 francs

SE DÉFIER DES CONTREFAÇONS

DÉPOT : à la Pharmacie E. NÉE

**GRANDE**

### BOULANGERIE VIENNOISE

8, Boul. de Paris, TUNIS

**SPÉCIALITÉ DE PAINS VIENNOIS**

Croissants au beurre

Pain de gluten, Sandwichs, Petits pains

pour restaurants et hôtels

Chaque soir à cinq heures : **PAIN FRAIS**

ON PORTE A DOMICILE

### The Petroleum Co

SOCIÉTÉ DES PÉTROLES RUSSES

**C. P. Muscat -- Tunis**

Opérations en gros -- Service à domicile en bonbonnes de 10 litres

a 1 fr. 30.

**BUREAU 38 rue d'Italie**

Fusique, Pianos, Instruments

**M. Durazzano**

6, rue de la Commission, 6

Vente, Echange, Location

de Pianos

Accord et Réparation

Représentant des maisons Pleyel, Wolff

et C<sup>ie</sup>, et A. Bord. Seul dépositaire de la

maison Boisselot.

**100 Pianos pour la Locations 100**

N.B. -- Sur les prix de chaque fabricant,

la maison Durazzano fait les mêmes réductions que les fabricants.

Tous les pianos sont garantis

**36 Mois de Crédit**

### MAISON LEGLER PERNOD

**extrait d'absinthe supérieure**

FONDÉE EN 1863

la seule ayant usines à **PONTARLIER, Doubs,**  
et **COUVET, Suisse**

AGENT GENERAL POUR LA TUNISIE

**LOUIS CASALONGA. - TUNIS**

### GRANDE EPICERIE PARISIENNE

MAISON RIBET NEVEU

**14, rue d'Espagne, Tunis**

**Z. GENEVAY, successeur**

Dépositaire des produits à la marque Félix Potin.

Médailles d'Or et d'Argent

à l'Exposition universelle de Bruxelles 1897

et au Concours Général Agricole de Paris, 1897

Expédition de colis-postaux

**DATTES, MANDARINES**

ET ORANGES

**POUR TOUS PAYS**

### GRAVURE

TIMBRES EN CAOUTCHOUC

**A. Clément**

**TUNIS 13, rue Al-Djazira 13, TUNIS**

(en face la Papeterie J. Picard et C<sup>ie</sup>)

Gravure sur bijoux

**UN JOLI CADEAU** c'est d'offrir un

beau flacon rose du lac de Tunis. Le flacon

en peau seulement peut s'expédier par colis

postal. -- M. BLANC, rue Al-Djazira, 16.

### FABRIQUE DE GANTS

en tous genres

Gants sur mesure -- Nettoyage de gants

**ALPHONSE VESSIÈRE**

12, rue de l'Eglise, 12 -- TUNIS.

A l'occasion des fêtes de la Noël et

du 1<sup>er</sup> de l'An, grande mise en vente

de gants de peau pour hommes et

pour dames -- Spécialité d'articles

pour officiers -- Gants de soirée --

Choix immense d'articles riches pour

étrennes.

### Quinquina Vincent

(Marque déposée)

VENTE DES VINS DE L'ARCHEVÊCHÉ DE CARTHAGE

**Gros et Détail**

EXPÉDITIONS PAR CAISSES ET PAR Fûts

DANS TOUS LES PAYS

On expédie par Colis postaux dans

toute la France du Vin Muscat de l'Ar-

chevêché de Carthage.

S'adresser à M. H. VINCENT, négociant en

vins, 7, rue du Soudan, près de la Gare fran-

çaise. -- TUNIS.

# MAGASIN GÉNÉRAL

TUNIS. -- 22, Avenue de France, rues Amilcar, Annibal et Régulus. -- TUNIS

**MAISON BORTOLI FRÈRES**

## A L'OCCASION DES FÊTES DE LA NOEL GRANDE MISE EN VENTE

de Bonbons de toutes sortes, Marrons glacés, Fondants, Papillottes, Chocolat à la crème ou pralinés, Dragées, Fruits confits, Biscuits, Terrines de foie gras, Vins fins, Liqueurs, Vins de Champagne, etc., etc.

## GRANDE EXPOSITION GÉNÉRALE DES JOUETS ET CADEAUX POUR ÉTRENNES

Choix immense d'Articles de fantaisie, Vases, Petits Bronzes, Nécessaires, Garnitures de Cheminées, etc., etc.

L'Entrée du Magasin Général est entièrement libre

Montres Remontoirs

OR, ARGENT ET NIKEL

Tous systèmes

Réparations Garanties

MAISON FRANÇAISE

**HORLOGERIE -- BIJOUTERIE**

A. PORTAIL, -- TUNIS. 16, Avenue de France. -- TUNIS

CHAINES

OR, ARGENT, ETC., ETC.

Assortiment pour mariages

Réparations Garanties



Importation directe  
DE  
**TOUS MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**  
DÉPOT GÉNÉRAL  
des Cuilleries et Briquetteries de Marseille  
Voilier attendu incessamment :  
*Aios-Spiridon* avec 500 tonnes de Matériaux